Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1240

Titelseiten

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Domaine Public
DP
JAA
1002 Lausanne
11 janvier 1996 – nº 1240
Hebdomadaire romand
Trente-troisième année

Vœux

Les sociétés, pas plus que les individus, ne vivent durablement dans un climat de méfiance et d'insécurité. Autant que de pain, ils ont les unes et les autres besoin de stabilité, de repères, d'un présent assuré pour apprivoiser le futur et maîtriser le changement.

Or le temps présent n'est pas aux certitudes, c'est le moins qu'on puisse dire. L'état de la planète justifie toutes les craintes: avec la fin de la guerre froide, c'est l'instabilité politique et non la détente qui prédomine; la globalisation de l'économie remet en cause les structures productives et sociales plus qu'elle ne garantit une reprise durable; quant à l'environnement naturel, malgré des signes indéniables de dégradation, nous persistons à lui infliger des agressions destructrices.

Comparativement, la Suisse reste bien sûr une terre privilégiée. Mais le pays le plus riche n'échappe pas aux soubresauts du monde: la chute du communisme et la mondialisation de l'économie l'ont ramené dans le rang commun, celui des problèmes partagés. Ici également, certes dans une moindre mesure, le chômage et la pauvreté se sont durablement installés. Des pans entiers de l'économie, autrefois à l'abri d'avantages comparatifs ou de protections cartellaires, se fragilisent. Et, comme ailleurs, les déficits publics se creusent et les dettes des collectivités augmentent, handicapant les générations futures.

Ce sentiment de crainte face à un présent qui voit mises en cause des valeurs et des habitudes établies et face à un avenir incertain induit une double méfiance. Méfiance à l'égard du monde extérieur d'une part, qui se traduit par une volonté de repli, par le refus de se mêler des affaires du monde – voyez les votations sur l'Espace économique européen, les casques bleus, la naturalisation facilitée des jeunes étrangers. Méfiance à l'égard des autorités d'autre part – gouvernement , parlement et administration confondus – une méfiance qui atteint un sommet historique à la fin de 1994: seuls 29% des personnes interrogées font encore confiance aux autorités, contre plus de 55% dans les années 80.

Face à la dégradation du lien de confiance entre la population et les autorités, ces dernières réagissent d'abord en termes de communication. D'où la prolifération de chargés d'information et d'officines de relations publiques. Communiquer constitue certes une dimension importante de l'action politique et nécessite un minimum de professionnalisme. La trop brève durée de la campagne sur l'EEE et l'absence presque totale d'engagement des autorités et des partis à propos de la naturalisation facilitée ont très largement contribué à l'échec de ces deux projets. Mais la meilleure communication ne pèse pas lourd si la qualité de la matière laisse à désirer.

Or le peuple suisse a quelque raison de se méfier: «Rail 2000» et les Nouvelles transversales alpines, qu'il a acceptés, se sont révélés après coup des projets mal conçus et financièrement fragiles. Rétablir la confiance implique donc, de la part des autorités, qu'elles proposent des solutions qui tiennent la route. A cet égard, il faudra particulièrement soigner les projets relatifs à la sécurité sociale.

Rétablir la confiance, c'est aussi tout simplement tenir parole. Lorsque le peuple a accepté le 1er août férié, c'est dans l'idée clairement exprimée qu'il s'agissait d'un jour de congé payé pour les salariés. Le Parlement n'en a pas tenu compte.

Rétablir la confiance, c'est également éviter des provocations stupides. Tel ce projet d'une commission du Conseil des Etats visant à réduire l'impôt fédéral direct pour les revenus les plus élevés et à compenser le manque à gagner par une augmentation de la TVA.

La modernisation de la société helvétique exigera des adaptations économiques, sociales et politiques importantes. Ce délicat exercice ne réussira que si les citoyennes et les citoyens acquièrent la conviction que les mesures proposées concourent à la prospérité commune et les efforts nécessaires sont équitablement répartis. Des conditions indispensables à la restauration de la confiance.

JD